

Regard

Didier Burkhalter à l'ONU? Un bon plan C



Bernard Wuthrich

Didier Burkhalter prochain secrétaire général de l'ONU. Ce scénario court les rédactions depuis quelques jours et alimente les discussions au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Le mandat du Sud-Coréen Ban Ki-moon arrive à son terme à fin 2016, et il est peu probable qu'il en sollicite un nouveau.

Dès lors, il n'est guère surprenant que l'on commence à spéculer sur sa succession. C'est dans cette perspective que l'ancien ambassadeur François Nordmann a, dans sa chronique publiée dans *Le Temps* du 24 février 2015, évoqué l'hypothèse d'une candidature du ministre suisse des Affaires étrangères, dont l'exercice de la présidence de l'OSCE en 2014 fut remarqué par la communauté internationale.

Le scénario, qui bruissait déjà sous forme de rumeur au DFAE, a pris de l'ampleur la semaine dernière lorsque deux anciens collaborateurs du HCR, toujours dans les colonnes du *Temps*, l'ont évoqué à leur tour, avant que le *Blick* en fasse sa une samedi et que le conseiller fédéral s'exprime de manière aussi sibylline qu'évasive sur ses envies

dans la *Schweizer Illustrierte*. Ce scénario est-il crédible? Selon la règle du tournus régional en vigueur aux Nations unies, le successeur de Ban Ki-moon devrait venir du groupe de pays d'Europe de l'Est (Eastern European Group, EEG). La Bulgarie a déjà annoncé la candidature d'Irina Bokova. Directrice générale de l'Unesco depuis 2009, cette polyglotte de 62 ans a de bonnes cartes en main pour succéder au Coréen, notamment parce qu'aucune femme n'a jamais occupé le fauteuil de secrétaire général de l'ONU.

Mais elle souffre d'un défaut rédhibitoire: elle est Bulgare. Or, confie un bon connaisseur de l'Est européen, la Bulgarie a une mauvaise cote et est jugée trop proche d'un Vladimir Poutine de plus en plus décrié sur la scène internationale. Un candidat ou une candidate d'Europe de l'Est a peu de chances d'être adoubé(e) par le Conseil de sécurité de l'ONU, acteur majeur du processus de sélection du secrétaire général, s'il est perçu comme le protégé ou la protégée du Kremlin. Mais, comme la Russie est membre permanent du Conseil de sécurité, le ou la candidat(e) ne doit pas non plus être rejeté(e) par Vladimir Poutine. Cette double contrainte réduit sérieusement la liste des papables, fait remarquer cet observateur.

Celui-ci donne ainsi peu de chances de succès à Irina Bokova et n'en accorde guère plus à l'ancien président polonais Aleksander

Kwasniewski, 60 ans, que l'on dit intéressé par le poste, ou à l'ancien chef de la diplomatie serbe et ex-président de l'Assemblée générale de l'ONU (2012-2013) Vuk Jeremic, qui s'est toujours montré très conservateur à propos de l'avenir du Kosovo.

L'ancien président slovène Danilo Türk, 63 ans, aujourd'hui professeur de droit, pourrait à la rigueur réunir l'indispensable consensus des pays de l'Est autour de son nom. Il est formellement soutenu par le gouvernement de Ljubljana, mais il est handicapé par sa non-réélection à la tête de son pays en 2012. Le nom du Slovaque polyglotte Jan Kubis, 62 ans, ancien ministre des Affaires étrangères, circule également.

Les Etats du groupe EEG parviendront-ils à s'entendre? Ce n'est pas sûr du tout. C'est la raison pour laquelle les pays du groupe Western European and Others Group (WEOG), qui réunit l'Europe occidentale et l'Océanie et n'a plus assuré le secrétariat de l'ONU depuis l'Autrichien Kurt Waldheim (1972-1981), préparent un plan B.

Toutefois, au sein de ce groupe, c'est l'Océanie qui a la préséance. Et c'est une femme, la Néo-Zélandaise

Helen Clark, 65 ans, premier ministre de 1999 à 2008, administratrice du Programme des Nations unies pour le développement, qui présente le meilleur profil. Le nom de l'ancien ministre australien des Affaires étrangères Kevin Rudd est parfois aussi évoqué.

N'en déplaise aux spéculateurs, le parcours de Didier Burkhalter, qui fêtera ses 55 ans dans trois semaines, est semé d'embûches. Il faudrait un solide concours de circonstances pour qu'il ait des chances de succéder à Ban Ki-moon. Sans oublier que son agenda personnel n'est pas forcément compatible avec celui du remplacement du Coréen: en février 2017, un vote populaire crucial sur l'immigration et les relations avec l'UE l'attend en principe en Suisse.

Une candidature de Didier Burkhalter au secrétariat général de l'ONU semble être tout au plus un bon plan C. Le cas échéant, ce scénario pourrait convenir à Vladimir Poutine mais ce serait aussi, pour les raisons invoquées plus haut, son handicap. Toutefois, comme le dit un autre observateur, «n'oublions pas l'histoire du train qui ne passe qu'une fois».

Un projet de 40 millions pour des réfugiés de Syrie

> Asile Contingent géré par le HCR

ATS/LT

La Suisse a déjà accueilli plus de 200 réfugiés touchés par le conflit en Syrie sur les 500 prévus dans le cadre d'un projet pilote en lien avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Les premiers sont arrivés fin 2013, les quelque 300 personnes restantes sont attendues dans le courant de l'année. Jusqu'ici sept cantons ont joué le jeu, dont deux romands: Genève et le Valais, a indiqué mardi le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Des Irakiens et des Palestiniens provenant de Syrie et d'Irak, des Syriens réfugiés au Liban et en Jordanie ont déjà bénéficié de ce programme.

Il s'agit pour moitié de femmes, de 45 familles avec 121 enfants, de dix personnes seules, de 33 personnes souffrant de problèmes psychiques, de 34 malades et 17 handicapés. Ces personnes ont ainsi obtenu l'asile sans passer par la procédure ordinaire. La Suisse s'est fixé pour objectif d'accueillir des réfugiés particulièrement vul-

nétables auxquels le HCR a d'ores et déjà reconnu la qualité de réfugié. Ce projet pilote, qui se monte à 40 millions de francs, prévoit que le contingent de réfugiés à accueillir soit constitué, à raison de 40 à 60%, de femmes ou de jeunes filles et d'au moins 7% de personnes affaiblies.

Plan d'intégration personnel

Les bénéficiaires de ce programme sont dans un premier temps sélectionnés par le HCR. Chaque dossier est ensuite examiné par le SEM et par le Service de renseignement de la Confédération. Le programme commence déjà avant l'arrivée en Suisse. Une fois arrivés dans le canton, les réfugiés se voient offrir un programme d'intégration spécialement développé pour eux. Les cantons mettent au service de chaque personne un coach chargé de la suivre durant deux ans.

Le Conseil fédéral a annoncé il y a environ deux semaines qu'il accueillerait un contingent supplémentaire de 3000 réfugiés de Syrie ces trois prochaines années.

Le désir d'enfant, plus fort en théorie qu'en pratique

> Familles Deux tiers des jeunes souhaitent deux enfants. 20% des adultes n'en ont aucun

En matière de maternité et de paternité, il y a un grand écart entre les souhaits et la réalité. Selon la première enquête de l'Office fédéral de la statistique (OFS) consacrée aux familles et aux générations, qui a été présentée mardi à Berne, deux tiers des jeunes de 20 à 29 ans disent souhaiter avoir deux enfants. Si les désirs de chacun se concrétisaient, il y aurait en Suisse une moyenne de 2,2 enfants par femme, soit suffisamment pour renouveler les générations. La moyenne effective avoisine 1,5 enfant par femme, un chiffre stable depuis le milieu des années 1970.

Même si comparaison n'est pas raison, comme le souligne Yvon Csonka, responsable des analyses thématiques et des enquêtes à l'OFS, les souhaits des 20 à 29 ans et la réalité des 50-59 ans illustrent ce décalage. Les premiers ne sont que 7% à ne pas vouloir d'enfants et 2% à en désirer un seul. Dans les faits, 16% des femmes quinquagénaires n'ont qu'un enfant et 20% n'en ont pas. Selon l'OFS, cette situation s'explique par différentes variables: les femmes n'ont pas trouvé le partenaire approprié, elles ont rencontré des difficultés à concilier vies professionnelle et familiale ou l'un des membres du couple souffrait d'infertilité.

Ce n'est pas une condition pour «s'épanouir»

Le niveau d'éducation a un impact sur le nombre de maternités. Les femmes de 50 à 59 ans disposant d'une formation supérieure restent sans progéniture dans 30% des cas. La proportion retombe à 17% pour les femmes disposant d'une formation de niveau secondaire (maturité ou apprentissage) et même à 13% pour celles qui ont quitté l'école au terme de la scolarité obligatoire. L'absence d'enfant est un phénomène répandu: 19% des femmes et 21% des hommes de 50 à 80 ans n'ont pas d'enfant adoptif ou biologique. L'OFS ne

dispose pas de chiffres comparatifs avec d'autres pays.

Le niveau d'éducation joue aussi un rôle sur les motivations qui poussent un couple à créer une famille. Les Suisses disposant d'un diplôme du tertiaire soulignent que la qualité de la relation avec leur partenaire influe fortement sur leur décision d'avoir un (autre) enfant: 87% des hommes et 80% des femmes avancent cet argument. Pour les personnes sans formation postobligatoire, la relation avec le partenaire revêt beaucoup moins d'importance: seuls 45% des hommes et 20% des femmes en tiennent compte de manière prioritaire lorsqu'ils décident d'avoir un enfant.

Une majorité de Suisses disposant d'une formation supérieure considère qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des enfants «pour être heureux et s'épanouir dans la vie» (67%). Seule une minorité des personnes qui n'ont effectué que l'école obligatoire (41%) défend ce point de vue. L'OFS explique cette différence par de meilleures perspectives de carrière et des loisirs plus variés pour la première catégorie, ce qui les pousse «à accorder moins d'importance aux enfants dans leur épanouissement personnel».

Réalisée en 2013 sur un échantillon de 17 288 personnes de 15 à 79 ans, l'enquête de l'OFS met également en évidence la meilleure acceptation du travail des femmes. Dans une précédente étude réalisée entre 1994 et 1995, 61% des hommes estimaient qu'un enfant en âge préscolaire souffre du fait que sa mère travaille. Ils n'étaient plus que 44% il y a deux ans.

Parmi les femmes, la proportion est passée de 49 à 33%. L'enquête gagnera en intérêt quand tous ses résultats seront mis en perspective. Ce sera le cas dans cinq ans: le deuxième sondage thématique sur les familles sera réalisé en 2018 et présenté en 2020.

Pierre-Emmanuel Buss

PUBLICITÉ



CREDIT SUISSE

Je reçois enfin ce que j'attends d'un conseil en placement.

Credit Suisse Invest – le nouveau conseil en placement

Notre conseil en placement est adapté à votre stratégie. Vous gardez toute votre sérénité puisque vous bénéficiez d'une gestion de fortune professionnelle, de notre expertise internationale, ainsi que d'un tarif simple et transparent.

Découvrez nos solutions de placement personnalisées:
credit-suisse.com/invest

La présente annonce ne constitue ni une offre ni une recommandation en vue de l'achat ou de la vente d'instruments financiers ou de services bancaires et ne saurait délier le destinataire de la nécessité de former son propre jugement. Copyright © 2015 Credit Suisse Group AG et/ou entreprises liées. Tous droits réservés.